

Déclaration liminaire de la CGT Fip 88 Conseil Social d'Administration Local du 05/06/24

Le dimanche 9 juin, les citoyens français sont appelés à voter pour désigner leurs représentants au Parlement européen dans un contexte social, environnemental et géopolitique particulièrement inquiétant. Les dernières projections confirment que le taux d'abstention devrait être porté à un niveau record pour ce scrutin, quand les intentions de vote placent les partis d'obédience fasciste en 1ère position, loin devant les partis dits traditionnels !

Les agitations médiatiques du Président Macron et de son mini lui G. ATAL n'y changeront rien, car les causes de cette faillite démocratique, si elle devait être actée, ne font plus guère mystère :

- Les médias publics et les « influenceurs » privés aux ordres de quelques milliardaires ultra-politisés participent, quand ils n'encouragent pas, à la banalisation des idéologies d'extrême droite imposant une censure digne de l'ORTF
- Une lourde responsabilité incombe aux tenants du pouvoir actuel qui n'ont eu de cesse d'instrumentaliser et de focaliser le débat public sur l'utilité et l'urgence d'un prétendu front républicain pour finalement toujours élire les mêmes incompetents
- L'explosion des écarts de richesses et des inégalités sociales résultant d'une politique uniquement dédiée aux ultra-riches ainsi qu'aux multinationales
- Des décisions politiques sciemment abandonnées aux lobbys (BAYER et consorts) et aux cabinets de conseils type McKinsey quand elles ne s'exercent pas au profit d'états sans aucune considération à l'égard des droits de l'homme et de la femme (Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Qatar,...)
- Les attaques incessantes portées contre les services publics, le statut et l'image des fonctionnaires qui conduisent à une dégradation aussi insupportable que dangereuse de l'action publique exercée dans des domaines aussi essentiels que la Santé (hôpitaux), l'Éducation, la Justice, les Transports (SNCF), les Finances Publiques, l'Environnement,...
- Une politique affirmée de mise au ban des privés d'emploi, de criminalisation de l'action menée par les défenseurs des droits sociaux (syndicalistes), de l'étouffement des oppositions civiles

Pendant ce temps, à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie, dans la France des Outre-Mer, les crises sanitaires (épidémie de choléra,...) et sociales (explosion de la pauvreté) accablent les populations locales. Mais Macron de souffler sur les braises de la révolte de ces peuples méprisés d'un vieux relent fétide « au temps béni des colonies... » brandit le bâton du maréchal pour rétablir par une autre forme de violence l'Ordre et la Morale !

Car bientôt le monde tout entier va braquer ses projecteurs sur notre hexagone pour se repaître des « valeurs » de l'olympisme. Quand le combat, la performance, l'exploit, la réussite sont scrutés, disséqués, glorifiés pour nourrir les nationalismes et conserver le spectateur sous l'emprise du barnum narcotico-sportif.

Chassons la pauvreté, cachons la différence, achetons le silence, dilapidons l'argent public, ... pour que l'orgie médiatique puisse se dérouler sous le regard bienveillant du prince, le pouce levé comme un signe ultime de son indécence.

Au gouvernement aussi, on fait du sport. On chasse. Et nul besoin pour cela d'être affilié à la fédération idoine présidée par l'intellectuel W. SCHRAEN pour exercer cette activité. On flaire les services publics. On piste le statut de la Fonction Publique. On renifle ce qu'il reste à détruire. Alors, on excite la meute avant de lâcher les chiens. Un jour, on souhaite enfin lever le tabou du licenciement des fonctionnaires, un autre, on déclare vouloir changer la philosophie de la rémunération des agents publics en rétribuant le salarié sur l'appréciation subjective de son mérite... Et maintenant, on rêve de supprimer les grades A, B et C pour constituer un pot commun d'individus... qu'on brassera ensuite dans un grand bouillon insipide.

Mais qu'en est-il à la DGFIP, nous direz-vous ? Ulysse, le canal officiel des bonnes nouvelles charrie chaque jour son lot de pépites qui sait galvaniser du champion numérique du mois jusqu'au plus blasé des agents :

Ici, le nouvel accord unanime relatif à des mesures indemnitaires pérennes ratifié le 06/05/24 qui prévoit une revalorisation de 550 € bruts annuels mise en œuvre en deux temps : +6 points ACF à partir du 1^{er} janvier en 2024 et +4 ACF points à partir du 1^{er} janvier 2025. Ne craignez-vous pas que l'on ne rattrape trop rapidement avec cet accord signé par des exilés syndicaux le lourd préjudice financier lié à une inflation excédant largement les 10 %?

Là, les services informatiques et numériques des Finances publiques présents à la 8^e édition du salon VivaTech, le plus grand événement européen consacré aux nouvelles technologies. La DGFIP y a présenté les « réussites » de ses équipes numériques et informatiques. Nous avons cherché, en vain étrangement, si les visages des géniteurs de GMBI, figuraient parmi ces ambassadeurs du « *numérique au service de l'efficacité de l'action publique* » ! Non, car ces derniers devaient encore célébrer la sortie de leur dernière application informatique « VIVALDI » avec juste **1 an et demi de retard** après la version bêta-merdo-bâclée GMBI-GESLOC ! Pour information, « VIVALDI » donne la vision miroir de la page « Biens immobiliers » visible par l'utilisateur dans son espace personnel. L'agent peut désormais visualiser les mêmes informations que le propriétaire et le renseigner sur les questions relatives au parcours ou au statut déclaratif de son bien.

QUE NE L'AVIEZ-VOUS PROPOSÉ DÈS LE DÉPART !!! VOUS AURIEZ CERTAINEMENT ÉVITÉ CRISES DE NERFS ET AUTRES NUITS SANS SOMMEIL AUX USAGERS ET AUX AGENTS OBLIGÉS D'EN DÉCOUDRE AVEC VOS APPLICATIFS INFORMATIQUES DÉFAILLANTS !!!

Où l'on y découvre que nombre d'utilisateurs ont bel et bien satisfait leur obligation déclarative... mais que la « machine » continue de leur adresser des courriers de relance comme si de rien n'était !

Et les piscines, les fameuses piscines détectées par l'Intelligence des petites mains de Madagascar, où en sommes-nous ? Tout va bien ? Aux usagers visés par cette opération fiscale d'envergure, les agents du SDIF se voulaient compréhensifs et rassurants... C'était trop demander, un peu de répit ? Bercy vient de signifier aux 1^{ers} cités par l'envoi de judicieux rôles supplémentaires à la taxe foncière 2023 que OUPS, c'est taxé ! Mépris des agents, gestion parisianiste des affaires, privation par Bercy des prérogatives métiers allouées aux départements,... en revanche, on laisse aux services déconcentrés la pénible tâche de répondre aux usagers déboussolés quand ils ne sont pas passablement énervés !!!

PLAT'AU est une plateforme d'échange et de partage des autorisations d'urbanisme entre tous les acteurs de la chaîne d'instruction. Quand BERCY compte-elle ENFIN permettre l'accès à ces informations aux SDIFs? Y a-t-il seulement la volonté de faciliter le travail des agents du Cadastre ? Ou le quotidien d'un agent de la DGFIP doit-il désormais se résumer à un parcours semé d'obstacles de plus en plus infranchissables ?

La DGFIP peine à recruter. Panne d'attractivité ou volonté délibérée d'offrir de plus en plus d'opportunité aux décideurs locaux de recourir à de l'emploi jetable ?

La DGFIP doit non seulement chercher à remplacer les vacances laissées par les nombreux départs à la retraite mais aussi celles causées par les ruptures conventionnelles auxquelles s'ajoutent les démissions, signes d'une situation particulièrement dégradée pour ne pas dire alarmante.

C'est par une information fournie par un agent du site que nous avons été alertés de la démission d'un collègue au SGC de Neufchâteau. Nul n'a cru utile à la DDFIP de prévenir les organisations syndicales représentatives de cette décision radicale qui engage cet ex-agent à devoir rembourser plusieurs milliers d'euros à l'administration. Le choix de quitter la DGFIP est tout sauf anodin. Il s'agit de comprendre et d'analyser les raisons professionnelles et/ou personnelles qui ont conduit un agent, déroulant normalement une carrière, à faire ce choix aussi radical que définitif ! Il en est de votre et de notre responsabilité !

Au sortir des mouvements nationaux de mutations, les soldes réels déclinés par catégories d'emplois sont édifiants :

* Catégorie A : -329 emplois	* Catégorie C : -1628
* Catégorie B : -1874 emplois	* Catégorie C tech : -53
* Catégorie B géo : -71 emplois	

L'emploi public est en crise. Les services publics sont en crise. Les tensions explosent partout. Et BERCY s'emploie à compter ses champions du numérique, ses adeptes du défi-cube ou d'ailleurs... comme si de rien n'était.

Pour finir, la CGT Fip Vosges entend saluer la mémoire de Renaud Van Ruymbeke, ancien juge défenseur de l'indépendance de la Justice, décédé le 10 mai dernier, qui représentait « une voix puissante » contre la corruption et l'évasion fiscale, alors que l'association ANTICOR est toujours privée d'agrément...